

LYON

SOCIALISTE

Organe hebdomadaire
DES TRAVAILLEURS
de la région de l'Est



ADRESSER les correspondances, manuscrits et communications diverses au citoyen BRUGNOT, secrétaire de la rédaction, rue de Séze, 27.

Les annonces et les abonnements sont reçus par le citoyen PAYAN, secrétaire de l'administration, rue Masséna, 73.

Abonnements { Un mois » 50¢
Trois mois 1f. 50¢
Un an 6f. »

LE MODE D'IMPRESSION DE LYON - SOCIALISTE

Un journal imprimé sur machine lithographique et entièrement écrit en autographe, depuis la première lettre du titre jusqu'au point final qui suit l'adresse de l'imprimeur, dans un genre affectant le texte typographique, est chose qui a contre elle avant l'usage que la difficulté d'exécution.

L'usage, parce que les caractères mobiles sont aussi communs, aujourd'hui, que les cailloux des routes, et que, s'il arrive aux prétentions des types de se trouver en désaccord avec le bénéfice patronal, on peut, en les évincant, leur substituer d'importants cantonniers ou couturiers dont le nombre, si la qualité fait défaut, supplée à cette dernière.

La difficulté d'exécution réside, dans l'absence d'un personnel suffisant pour assurer, par exemple, la composition d'un journal quotidien.

Un journal hebdomadaire, composé par un seul autographe comme l'est cette feuille, constitue déjà une innovation, le premier et l'unique essai de cette nature.

C'est cette restriction à l'unité qui explique les imperfections du travail, exécuté à la course, moins précipité, il atteindrait l'exactitude et la régularité des types en métal. Mais comme, dans certaines conditions, une telle concurrence à l'imprimerie typographique est appelée à rendre des services, il ne paraît pas impossible de dresser des écrivains susceptibles, par leur chiffre, d'entreprendre des travaux de prompt livraison qui sortiraient de leurs mains irréprochablement finis.

On croirait ainsi une branche nouvelle qui se reliait, dans un sens, aux confréries d'écrivains copistes du moyen-âge, alors que l'imprimerie n'était pas connue et que les livres s'écrivaient à la main.

Née dans les couvents, cette industrie, d'abord exclusivement pieuse, fit, au X^e siècle, à l'école de Thierry de Matonville, abbé des pléiades de calligraphes dont les plus célèbres furent Bérenger, Godecelin, Raoul, Bernard, Turquetil, etc. Aux XIII^e et XIV^e siècles, il se forma une corporation blague d'écrivains rivalisant avec les moines. Un des plus habiles et des derniers de ceux-ci fut Nicolas Jarry, mort en 1674.

Si ces adroits enlumineurs et écrivains des X^e, XII^e, XIII^e, XIV^e et XV^e siècles avaient découvert la lithographie, Gutenberg aurait pu se fouiller pour sa gloire.

Les copistes disparurent peu à peu, mais longtemps encore après l'invention de l'imprimerie, apparue en 1436.

Le premier atelier établi à Lyon date de 1472.

Il était temps, car un volume que l'on paie, aujourd'hui, trois ou quatre francs en valait alors 500.

On connaît tous les perfectionnements apportés à l'invention depuis lors; et son auteur — s'il y avait des revenants — se ferait expliquer d'une façon toute spéciale la chose actuelle avant d'être convaincu qu'il en est le père.

Mais si la typographie est arrivée à cette perfection, il faut reconnaître que le temps nécessaire ne lui a pas manqué. D'un autre côté, les résultats obtenus sont dus à un concours de si nombreux artisans et à un outillage tellement formidable et dont elle ne saurait se passer, qu'on doit la mettre au rang des exploitations les plus compliquées.

Depuis le graveur de poinçons qui sculpte le type sur une tige d'acier et dont le travail artistique n'est accepté qu'après rigoureux examen, pour être envoyé au trépan, après quoi on enfonce la tige ainsi durcie, dans du cuivre assez tendre pour recevoir son empreinte — la matrice — qui servira de moule au fondeur; depuis ces opérations qui ne sont que préliminaires mais décisives, jusqu'à la classification des caractères de toutes formes et dimensions dans les cases, combien d'ouvriers divers et de manipulations différentes n'ont-elles pas exigées?

Et le renouvellement des caractères, nécessité par l'usage et le renouvellement, a lieu fréquemment.

On prend, pour la composition d'un grand journal quotidien, une douzaine de types environ; une même brigade d'autographes pourrait satisfaire à la même besogne, et ces derniers remplaceraient à la fois, et les graveurs de poinçons, et les fondeurs, et l'outillage, et le métal, et le temps, et l'argent que le tout entraîne.

Au point de vue de la perfection, les efforts d'une rivalité ardente feraient merveille. Et la typographie qui a mis quatre siècles pour atteindre son dernier degré, sera surpassée en une période cent fois moindre par des concurrents inattendus.

La zincographie et la stéréotypie permettraient également le tirage rapide et rotatif.

On le voit, l'essai tenté par Lyon-socialiste est un de ceux qui peuvent fructifier.

(Note de l'autographe du Journal)

DÉSORDRE

Il est bien entendu que les socialistes sont des émeutiers, des hommes de désordre.

Les bourgeois, eux, qui sont conservateurs, des hommes d'ordre. Et comme la bourgeoisie gouverne, l'ordre règne.

Vous n'en doutez pas, dites, camarades de labeur et de misère?

Trente mille travailleurs mourant de faim à Lyon; les usines et les ateliers fermés à St-Etienne, Marseille, Montluçon, St Pierre, Beaun, etc.; la moitié de la population de ces différentes localités, inscrite aux bureaux de bienfaisance, — Ordre bourgeois.

Dix mille prolétaires affublés de pantalons garance, expédiés au Tonkin avec mission de lutter contre la fièvre jaune, la dysenterie et les chinois dans le but de forcer ces derniers à consommer les produits accumulés par les ouvriers français, produits que ceux-ci persistent à ne pas vouloir consommer eux-mêmes, — Ordre bourgeois.

Les caisses de l'Etat vidées pour secourir les millionnaires, — Ordre bourgeois.

Les petits propriétaires agricoles dans l'impossibilité de soutenir la concurrence étrangère; les petits commerçants, dévorés par les gros; les petits industriels ruinés; — Ordre bourgeois.

Les sociétés financières fondées par les mieux placés, les plus titrés, les plus décorés, les plus respectables de nos hommes politiques, pour drainer les capitaux des quelques gogos qui en possèdent encore, — Ordre bourgeois.

Ces exemples, cités entre mille, sont suffisants pour prouver que ce que les bourgeois appellent ordre doit se nommer, en pur français, gachis, désordre.

Désordre matériel, désordre moral.

Désordre matériel — la production effrénée et anarchique, sans règle, sans autre but que la réalisation de bénéfices pour le capitaliste.

Désordre matériel — la part, ridiculement et odieusement dérisoire, laissée au producteur sous forme salaire.

Désordre matériel — les chômages et la

misère, résultat fatal qu'ils créent.

Désordre moral — la perversité bourgeoise, rendant les membres de cette classe capables de toutes les bassesses, de toutes les infamies et de tous les crimes pour défendre et sauver leurs privilèges.

Désordre moral — la simplicité ouvrière qui fait que les travailleurs implorent du travail pour conjurer une crise produite par leur sur-travail.

Désordre moral — les préjugés qui empêchent les producteurs de frapper hardiment et fortement aux caisses nationales, communales et patronales qu'eux seuls ont remplies.

Sont donc des hommes de désordre, les conservateurs de toutes nuances, soutiens de la société capitaliste basée sur la propriété individuelle.

Sont au contraire des hommes d'ordre, les socialistes révolutionnaires qui veulent substituer la propriété collective ou commune des moyens de production à la propriété individuelle, source de tous désordres.

Faire que le travailleur touche le prix intégral de son travail (charges sociales déduites); assurer l'existence aux enfants, aux vieillards, aux infirmes, aux invalides du travail, c'est rétablir l'équilibre entre la production et la consommation; c'est supprimer les crises industrielles; c'est faire disparaître la misère.

Ce sera l'œuvre de la révolution sociale.

Le jour seulement où elle sera triomphante — l'ordre règnera.

Gabriel FARJAT.

LE PAIN

à 5 sous le kilo

En vérité, je vous le dis, travailleurs sans travail, les patrons boulangers sont plus misérables que vous.

Eh! quoi, je vois poindre sur vos lèvres un sourire incrédule? mais ce doit être vrai cependant, puisque cela ressort de la lettre adressée par le syndicat de la boulangerie à l'adjoint Meynard, au sujet de la délibération du conseil municipal relative au prix du pain. Ah! oui, cette lettre, parlons-en un peu, elle est édifiante; l'égoïsme bourgeois le plus écœurant s'y cache sous le masque du désintéressement, on la dirait tout entière écrite de la main même de Tartuffe. En voici du reste quelques lignes:

« Nous espérons, Monsieur, dit cette lettre, que le Conseil municipal et le public sauront apprécier le sacrifice que fait s'imposer actuellement notre corporation, les bûches, et qu'en des temps meilleurs ainsi qu'il nous en a été donné l'assurance, il sera laissé une marge un peu plus grande à la boulangerie qui, par cette réduction, se trouve réduite aux dernières limites. »

Réduits aux dernières limites, est-ce possible? pauvres malheureux mitrons, comme je les plains. Je propose d'ouvrir une souscription à leur profit?

Allons, trêve de plaisanteries. Peut-on rire quand depuis si longtemps on danse devant le buffet? Lors que la faim vous tire? Les boulangers parlent de sacrifices qu'ils ont su s'imposer: lesquels?— Moi je ne les apprécie nullement; un sacrifice est l'abandon volontaire, or chacun sait que les patrons mitrons n'ont cédé que sous la menace du rétablissement de la taxe.

Ce que je trouve fort étrange, c'est cette assurance, donnée aux boulangers par le Conseil municipal, de leur laisser en des temps meilleurs une marge plus grande; c'est-à-dire de leur donner la faculté, en d'autres temps, d'élever à leur gré le prix du pain. De quel droit, Messieurs du Conseil municipal, avez-vous donné cette assurance? Ah! j'espère bien que si, en n'importe quel temps que ce soit, vous aviez cette faiblesse — ce qui ne m'étonnerait pas — le peuple serait debout pour empêcher cette infamie: car il doit se lasser d'être volé par ces vide-bourses patentés.

Mais une phrase particulièrement intéressante de la lettre citée plus haut, c'est celle dans laquelle le syndicat de la boulangerie déclare que leurs bénéfices, par cette réduction, se trouvent abaissés aux dernières limites. Je n'en suis pas moins certain que les ouvriers sans travail, et moi le premier, nous contenterions bien, notre vie durant, de ce bénéfice qui semble cependant si limité si réduit aux mitrons lyonnais.

La réduction du prix du pain faite par la municipalité lyonnaise est trop forte selon eux. A mon avis, elle est encore insuffisante.

Dernièrement, à Lille, un riche entrepreneur et spéculateur à l'occasion, voyant que les boulangers de cette ville ne voulaient pas abaisser le prix du pain, a monté plusieurs boulangeries dans lesquelles il fait vendre du pain de première qualité à 0.30 le kilo; naturellement la clientèle afflue et il réalise de beaux bénéfices.

A Paris, la maison Bonion vend le pain de ménage à 0.30 le k; à Lyon, la boulangerie des travailleurs de Vaise vend également le pain de ménage 0.30 le k, et ne se plaint pas que ses bénéfices soient réduits à la dernière limite.

Mais au prix où est le blé, il est possible de vendre le pain à un prix plus bas encore tout en laissant aux minotiers et boulangers un bénéfice largement rémunérateur. C'est du reste ce qu'a compris la municipalité de Grenoble en taxant le pain à 0.25, soit 0.07 au-dessous du prix fixé par la municipalité lyonnaise.

Ce qui est possible à Grenoble peut certainement se faire à Lyon.

A quand, Messieurs du Conseil municipal, le pain à cinq sous le kilo?

Just.

Lettre parisienne

La crise économique est à l'ordre du jour; la commission des quarante-quatre s'agite, et certains de ses membres sont partis en voyage, à la recherche du motif de cette crise malencontreuse. Tout effarés, ces individus surpris par les événements, ils s'en vont dans divers coins de la France, demandant aux uns et aux autres: savez-vous pourquoi il y a une crise? Tiens, parbleu, et c'est à qui s'ingéniera à découvrir la cause la plus futile.

Quant à mettre franchement le doigt sur le mal, personne ne s'en avise, parce que, à la profonde ignorance en matière économique des uns, s'ajoute la mauvaise foi en cette matière des autres. C'est que l'économie politique qui a pu à l'origine, alors que les antagonismes sociaux étaient moins accusés, tenter de faire œuvre d'investigation impartiale, est plus aujourd'hui, en face de la guerre des classes, démasquée et intensifiée par les progrès industriels, que le souci intéressé de justifier, de légi-

timer l'ordre capitaliste. Préoccupée, non de l'apologie mensongère de ce qui existe, mais de critique consciencieuse, elle reconnaît ce que révèle l'analyse de notre mode de production, que ce mode donne fatalement naissance à des crises périodiques qui ne peuvent aller qu'en se rapprochant et en s'aggravant.

La première des crises générales a éclaté en 1826. Sont venues ensuite les crises de 1837, 1847, 1857, 1866, 1876, et nous ne sommes qu'au début de la septième. Si nos politiciens étaient au courant de cette marche qu'imprime nécessairement à l'industrie moderne le régime d'exploitation capitaliste, ils n'auraient pas été aussi étonnés en se trouvant en face d'un fait qu'il était facile de prévoir; et s'ils voulaient sincèrement remédier, autant que faire se peut, à un pareil état de choses pour l'avenir, ils s'apercevraient qu'avec le système actuel il n'y a qu'un remède possible: la réduction légale de la journée de travail des adultes à huit heures, réduction facilitée par des conventions internationales. Pour le présent, une seule mesure est à prendre: procurer aux ouvriers en chômage les moyens de consommation dont ils sont dépourvus.

Ces deux solutions ont le mérite d'être simples et efficaces; il y a dès lors des chances pour qu'elles soient repoussées, et pour qu'on se prononce en faveur de quelques expédients fiscaux de nature à accroître les bénéfices capitalistes. Droits protecteurs par ci, primes à l'exploitation par là, telles sont, en effet, les panacées dont les charlatans bourgeois sont en train de bruyamment affirmer l'excellence.

Qu'une modification des tarifs douaniers puisse immédiatement profiter à la caisse des exploités, ce n'est guère douteux. Seulement pour les exploités eux-mêmes, une amélioration de ce genre ne saurait être durable. L'anarchie de la production, avec ses conséquences perturbatrices pour les exploités aussi bien que pour les exploités, qui entraîne la contradiction tous les jours plus flagrante entre le caractère social des forces productives et leur appropriation particulière, ne se laissera pas réfréner par ces palliatifs enfantins.

En dehors de la consécration officielle des tendances des forces productives qui suivra la prise du pouvoir politique par le prolétariat, tant que l'appropriation et le contrôle de ces forces ne seront pas collectifs ou sociaux comme l'est déjà l'action, on ne pourra que dissimuler le mal d'une façon plus ou moins passagère, sans le guérir. Même en peignant en vert les feuilles mortes des arbres on n'empêcherait pas le vent d'octobre de les faire tomber. Nos dirigeants peuvent voter toutes les transformations de taxe imaginables, ils ne sauveront pas la société capitaliste.

Gabriel DEVILLE.

Nous remettons à la semaine prochaine la suite de notre intéressant feuilleton

LE DROIT A LA PARESSE

que l'abondance des matières ne nous permet pas de publier aujourd'hui.

Citoyens rédacteurs,

Je profite de la forme vraiment populaire que vous avez su donner à Lyon-socialiste pour vous faire parvenir une étude sur la prétendue universalité de la croyance en un dieu quelconque dont les rabbins de toutes les religions ont fait un dogme.

Absolument convaincu que c'est de l'affranchissement du travail que doit sortir l'affranchissement définitif de la pensée, comme le dit très bien le citoyen Deville, dans son excellent article sur le congrès de la Libre pensée, je considère néanmoins qu'il est nécessaire que le cerveau de l'homme en général et celui du salarié en particulier soit dégagé de l'idée autoritaire, absolue, d'un être supérieur organi-

sant et régissant toutes choses. Cette idée là est tant incompatible avec la libre intervention de l'homme dans les phénomènes sociaux ou autres, il est nécessaire selon moi, que cette entrave disparaisse ou tout au moins s'amoindrisse assez pour que le salarié, qui est intéressé le plus directement à la révolution sociale, n'ait pas à lutter à la fois contre la forme hiérarchique et autoritaire qu'a prise son activité cérébrale, résultat du travail de tout cerveau hanté par Dieu, et la forme d'une société développée sous l'influence pernicieuse de ce principe.

Certainement, cela ne s'adresse pas au socialiste convaincu: depuis longtemps déjà, la pensée matérialiste le pénètre; mais la masse des ouvriers, si elle a perdu l'habitude des pratiques religieuses, a-t-elle chassé l'idée de Dieu de son cerveau? Et si la diffusion des théories socialistes a tant de peine à se faire, la précision où elle devrait être faite, cela ne tient-il pas à la difficulté qu'éprouvent les cerveaux ouvriers à concevoir autre chose que ce qui est? Ce qui est étant la reproduction à peu près exacte de ce qu'ils peuvent imaginer, n'est-ce pas là la cause de cette inertie coupable du plus grand nombre?

L'idée de Dieu, selon la manière dont on l'interprète, renferme plus ou moins de fatalité, mais elle en contient toujours. Elle a pétrifié des races comme celles des Arabes et des Mongols; elle en a endormi d'autres dont le réveil est encore éloigné; dans le mouvement ascensionnel des classes, ne peut-elle pas être un obstacle? La révolution bourgeoise n'a-t-elle pas été précédée d'un grand mouvement d'idées, n'a-t-elle pas commencé par combattre Dieu pour renverser l'ancienne société? Je pense que ce côté de la question sociale ne doit pas être négligé, et que si les socialistes sont athées, les athées doivent être socialistes.

DIEU

DEVANT LA SCIENCE

Depuis que la science a trouvé ses bases logiques, une méthode rationnelle et avec elle la certitude, toutes ses découvertes sont venues, les unes après les autres, contredire et prendre en flagrant délit de mensonge les traditions religieuses.

Les légendes racontées par la Bible: la Création, le déluge universel, les histoires fantasmales de Moïse, de Josué, d'Ezéchias, de Jésus même, ne sont plus que des contes à dormir debout, dont la Géologie, l'Archéologie, l'Astronomie, la Physique et l'Histoire démontrent tour à tour l'insanité.

Mais ce n'est pas tout, la science et la raison n'ont pas seulement qu'aucune religion n'est en état de résister à un examen sérieux, elles démontrent que l'idée de Dieu est une idée sans fondement logique et même une idée dangereuse et immorale, puisqu'au raisonnement elle substitue la croyance irraisonnée, puisqu'au sentiment du devoir et à la conscience du droit, elle substitue la crainte puérile d'un maître tout puissant et une confiance pernicieuse en sa miséricorde.

On a souvent donné comme argument irréfutable, comme preuve irrésistible la croyance universelle en un être suprême; qu'il s'est trouvé chez tous les peuples, même chez les plus sauvages, l' notion d'une volonté créatrice et la crainte d'un Dieu supérieur à toutes choses.

D'abord, rien n'est moins prouvé qu'avant que les divagations Bouddhistes aient trouvé en Chine des adeptes, ce peuple s'occupât de religion; au contraire, il est généralement admis que les populations de cet immense empire, heureuses et sages sous les lois que lui avait données le grand Confucius, ne se préoccupaient nullement de Dieu et encore moins de

l'immortalité de l'âme. Maintenant, combien de navigateurs, dans leurs voyages, ont rencontré de peuplades nombreuses, n'ayant aucune apparence de culte ni de croyances religieuses ? Les Bochimans, sauvages du midi de l'Afrique, ne croient en rien, n'ont point de religion. Absence complète d'idées religieuses chez les Caffres. Le récit de Maffat, ses plaintes au sujet de la stérilité de ses efforts, pendant des années, pour inoculer aux Bechuans des idées religieuses : (Nulle prise sur eux, dit-il, nul vestige de religion, pas la moindre superstition. Vouloir les convaincre, c'était vouloir saisir un miroir poli).

Le vieux dogme de l'universalité de la croyance en Dieu et à la vie future est donc fortement battu en brèche par ce fait, duquel on pourrait rapprocher beaucoup d'autres.

Mais, en admettant même un instant qu'on ait trouvé chez tous les peuples la croyance en un être ou des êtres surnaturels et supérieurs, cela prouverait-il autre chose que l'homme, non éclairé encore par la civilisation, ignorant absolument les lois de la nature, qui l'enserme et l'entoure, ne pouvant s'expliquer les phénomènes physiques qui s'offrent continuellement à son observation, croit les expliquer en les attribuant à une volonté supérieure. Dieu, en définitive, n'est plus qu'un nom donné à tout ce qui effraie parce qu'on ne le comprend pas. Dieu, c'est l'inconnu.

Mais au fur et à mesure que l'homme se développe intellectuellement, cet inconnu diminue à ses yeux, et quand l'expérience scientifique a donné à sa raison sa maturité normale, il se prend corps à corps avec le grand inconnu, le sonde, l'analyse et finit par découvrir que tout ce qui l'effrayait et lui inspirait un puéril respect n'était qu'un fantôme, grossi par la peur, et il constate que là, comme partout, il n'a trouvé que la matière, avec ses manifestations et ses évolutions multiples.

Mais ce qui doit décider tout homme sensé à en finir avec les idées religieuses, quelles qu'elles soient, ce qui doit le déterminer à repousser comme fœdérément dangereuse l'idée d'une divinité quelconque, c'est que l'histoire en main, il peut constater que c'est derrière cette même divinité que se sont abritées toutes les tyrannies et toutes les oppressions et qu'elle a causé et sanctionné même, dans mille circonstances, les crimes les plus horribles et les plus sanglants massacres.

D'ailleurs, toute doctrine se basant sur l'idée d'un être suprême ayant pour conséquence logique la conclusion que tous les hommes ne sont que les instruments des volontés de cet être suprême enlève à chacun la responsabilité de ses actes, est en réalité destructive de tout sentiment de justice.

Elle est anti-progressive puisqu'elle enseigne que la puissance collective de l'humanité est subordonnée à la volonté de Dieu; que les droits de l'investigation humaine sont limités par le respect de la majesté divine et que chacun, avant d'assurer son bien-être terrestre, doit s'occuper d'assurer son salut futur.

Elle est anti-économique et restrictive de l'activité humaine puisqu'elle prêche le renoncement et encourage la paresse en proclamant que la vie contemplative est plus agréable à Dieu que la vie laborieuse.

Elle est immorale enfin puisqu'elle enseigne qu'il est loisible à Dieu de pardonner toutes les fautes et que cinq minutes de repentir et de confiance en lui suffisent pour racheter une vie tout entière consacrée au crime.

Cette idée doit être rejetée d'une étude sérieuse comme n'importe quelle idée fautive, comme hypothèse sans valeur scientifique, et hantée de nos cerveaux comme un obstacle à la prise de possession de nous-mêmes par le développement de la pensée.

Nos souvenirs

22 octobre 1878 — Trente neuf des organisateurs ou organisatrices du congrès ouvrier international socialiste de Paris, qui avait dû s'ouvrir le 5 septembre, comparaissent devant la 10^e chambre correctionnelle, sous l'inculpation d'association non autorisée.

23 octobre 1882 — Grève des chimistes au faubourg Antoine, Paris.

25 octobre 1878 — Attentat du citoyen Moncassi, contre Alphonse d'Espagne.

26 octobre 1876 — 8^e congrès de l'Internationale, Berne.

MOUVEMENT SOCIAL

LYON — Une infamie opportuniste. Dans son rapport à la délégation de la commission des 44, le maire de Lyon a essayé de salir, de sa bave opportuniste, les socialistes révolutionnaires lyonnais, en les accusant de s'être alliés aux cléricaux pour faire de l'agitation.

Il sied mal à M. le Maire de se poser en ennemi des cléricaux alors que tous les jours il coudoie robes noires et cornettes blanches, alors qu'une bonne sœur est attachée spécialement à son cabinet de l'antiquaille.

Les socialistes révolutionnaires lyonnais, loin d'exalter par leurs discours leurs frères sans travail, se sont au contraire tenus, depuis le commencement de la phase aiguë de la crise, dans une attitude ferme, mais réservée, sachant bien que l'émancipation des travailleurs ne peut servir d'un mouvement local, quelque énergique qu'il soit, mais seulement de la révolution sociale.

La population ouvrière lyonnaise saura faire justice de l'accusation infâme portée dans son rapport par le maire de Lyon, et en faire rejallir toute la honte sur son auteur. — Just.

Citoyens de Lyon-socialiste. Dimanche dernier, un vieillard, les vêtements en lambeaux, combattait d'inanition sur la quai de l'Hôpital, près du pont de l'Hotel-Dieu. Relevé immédiatement par des passants qui lui firent prendre un peu d'eau-de-vie et un petit pain, il reprit ses sens et déclara n'avoir pas mangé depuis la veille.

Voilà cependant où en est réduit le travailleur-producteur de la richesse — à manquer de pain! tandis que des goinfres, absolument inutiles dans la société, s'empiffrent de brioches. — A quand la révolution sociale? — Salut et révolution! — Un partisan de l'expropriation de la classe capitaliste.

PAS CONTENT — Le nommé GARIOD, propriétaire, 18, rue de la Platière. Non, il ne l'est pas, content, et pour cause: la réunion des ouvriers sans travail, tenue le 13 courant, a décidé que, pour un motif d'ordre public, il lui était interdit d'expulser trois de ses locataires de la rue Cuvier.

Jolis locaux! que ce proprio met à portée du public. Je les ai vus, ces caves où le salpêtre se cueille à pleines mains sur les murs, et devant lesquels grouillent les eaux pluviales, ménagères et annuelles.

Je les ai vus, ces trous sans air et sans lumière que, par un affreux euphémisme, on nomme logements; où s'entassent les pauvres, les victimes de notre organisation sociale; et je me demande si, au jour de l'ébullition populaire, il y aura assez de mansuétude dans le cœur du peuple pour oublier les mauvais traitements subis et ne pas infliger à leurs auteurs, propriétaires, commissions de salubrité publique, des logements insalubres, etc, le châtiment qu'ils méritent.

Le pensez-vous? J'en serais bien aise; nous aurions ainsi par leurs grimaces un spectacle genre Guignol, qui me récréerait fort. — Etlover.

ALAIS — La réunion provoquée par la fédération socialiste d'Alais (Parti ouvrier) où M. Desmons devait rendre compte de son mandat, a eu lieu au théâtre; environ mille personnes y assistaient. Le citoyen Lalauze, conseiller municipal, a été acclamé président de la réunion. M. Desmons débute par une énumération de ses divers votes à la chambre des députés, qui n'ont été ni plus ni moins que de la politique comme a été la politique traitée des opportunistes. Quant à la question économique, halte là! pas le moins du monde.

Le citoyen Murjas prend ensuite la parole au sujet de la loi des syndicats professionnels: il n'a pas eu de peine à démontrer le guet-apens tendu aux travailleurs par le gouvernement de la République, et termine en disant que point n'est besoin

qu'un commissaire vienne mettre le nez dans les réunions des chambres syndicales pour détourner les opprimés du but qu'ils poursuivent. Des bravos prolongés ont éclaté de toutes parts, et la résolution suivante a été votée par acclamation:

Les citoyens réunis au théâtre d'Alais, au nombre de mille, demandent la mise en accusation du ministère actuel et le rappel immédiat des troupes en France. — Un prolo.

CHARLIEU (Loire) — UNE GRÈVE vient d'éclater dans le tissage mécanique de soieries de l'exploiteur Paul Chizelle, à Charlieu. Elle est causée par une diminution de salaire d'environ 40 p %. Les ouvriers sont décidés à attendre jusqu'à la dernière extrémité, plutôt que de céder; le salaire est actuellement de 1^{fr}25 à 1^{fr}50 par jour.

Les grévistes comptent sur la solidarité de leurs camarades de lutte pour vaincre l'exploiteur.

LA THÉORIE DE LA PLUS-VALUE DE KARL MARX ET LA CRITIQUE DE M. PAUL LEROY BEAULIEU.

Notre ami F. Lafargue donne, sous ce titre, une magnifique réponse au livre *Le Collectivisme*, de M. Paul Leroy Beaulieu. (Voir le n^o de septembre 1884 du *Journal des économistes*).

Nous signalerons à ce sujet une critique de F. Belfort Bax, sur le même livre, publiée dans le dernier numéro de *To-day*, revue socialiste de Londres.

Mots de combat

C'est toujours la société marâtre qui met le pauvre hors la loi comme un criminel et ne reconnaît le citoyen qu'à ses deus. C'est toujours la société hypocrite et féroce qui écrivait hier: *Charité*, qui écrit aujourd'hui: *Liberté, Egalité, Fraternité*, sur la porte de ses prisons.

BLANQUI.

Admettons que tous les hommes connaissent et chérissent la liberté, le plus grand nombre est forcé d'y renoncer pour avoir du pain. — Avant de songer à être libre, il faut songer à vivre.

MARAT.

Il faut en finir avec le désastreux prestige des assemblées délibérantes. Ce prestige est né de deux cents ans de pouvoir absolu qui ont précédé 89. Les États-généraux signalaient une résurrection: la gloire en exc. restée à la forme parlementaire, et près d'un siècle de déceptions n'ont pas suffi pour nous désabuser.

BLANQUI.

Echos littéraires

C'est un peu tard pour donner ma note, mais je vais user, pour une fois, de la vieille rengaine: "Mieux vaut tard que jamais."

Donc, je lis "Jack".

J'en suis au Dargenton, le copain de sa m'man s'institute son précepteur.

"Vers les fenêtres ouvertes, Mai, tout en fleurs, envoyait ses parfums" et Jack son professeur au diable.

Jack, à mon sens, est jusque là une verrue sociale bien définie, et si j'interromps ma lecture, c'est pour demander à Alphonse Baudet, comme à tous les écrivains qui se prétendent observateurs, pourquoi ils se bornent à signaler le mal sans se préoccuper du remède.

Il ne suffit pas de créer des personnages et de faire de la spéculation: en littérature, il faut aussi faire de la besogne utile.

Certes! Mai en fleurs est, je vous l'assure, attrayant, et je me souviens que, lorsqu'à l'âge de Jack, j'allais, le dimanche, chez mon vieux, mes cousines et cousins, nous grimpons péniblement jusqu'au sommet de la pente bien raide du pré, et là, les cousines mettant leurs jupes entre leurs jambes bien

serrées, se couchant et se laissant rouler jusqu'en bas. Nous, les imitant, donnant de vigoureux coups d'épaules pour arriver plus tôt qu'eux, au risque de leur passer dessus, nous étions bien heureux.

Je me souviens de ces disputes homériques, « tu n'es pas arrivé le premier, entends-tu ! oh ! le menteur, le traître ! (Ici deux petits doigts faisant les cornes) ; eh bien ! puisque c'est comme ça, recommençons ! »

Où, Jack est mal loti dans le partage familial, mais à qui la faute ? Lui et beaucoup d'autres sont logés à cette enseigne ; vous ne le voyez pas, Daudet, vous laissez à vos lecteurs le soin de conclure ; vous, vous ne l'osez pas parce que vous êtes effrayé de la conclusion ; parce que si vous concluez, vous seriez obligé d'accuser l'état social actuel duquel vous vivez comme un Alphonse que vous êtes.

Il n'est pas à craindre que vous exposiez qu'au lieu de laisser des enfants se perdre dans ces milieux, il serait préférable de voir tous les enfants, sans exception, être élevés, éduqués et instruits nationalement ; parce que, s'il en était ainsi, aucune Ida ni aucun Jack n'existeraient.

Il est vrai aussi que vous n'auriez pas eu occasion de plaire aux horizontales de marque mariées ou non, et de flatter la philanthropie des « bon ami ».

ET LOVER.

PARAITRA dans notre prochain numéro le portrait du citoyen **Brialou** ainsi qu'un article de notre ami **J. Charretier** sur ce député.

FÉDÉRATION DU CENTRE

Proposition relative à la question du pain.

Considérant le passé révolutionnaire du citoyen Vaillant ;

Considérant qu'étant donné le caractère nettement communiste de sa candidature, elle a été soutenue par le Parti ouvrier du XX^e arrondissement ;

Considérant que toutes les propositions faites par lui, depuis son entrée à l'Hôtel de ville sont absolument conformes au but et à la méthode du Parti ouvrier, tel qu'il a été constitué par les congrès de Marseille, de Paris, du Havre, de Roanne et de Roubaix ;

Considérant la résolution prise dans sa séance du 4 juillet dernier, relative à l'élu du Père-Lachaise ;

Sur la question du pain, le citoyen Vaillant est invité par la Fédération socialiste révolutionnaire du Centre à déposer dans la plus prochaine séance du Conseil municipal la proposition suivante :

Considérant que, malgré l'énorme abaissement du prix du blé, dont s'autorisent les agriculteurs pour demander un surélévation des tarifs douaniers, le pain se vend, à Paris, en pleine liberté de la boulangerie, 15 et 20 centimes les deux kilos plus cher qu'à l'époque de la taxe ;

Considérant que la faculté donnée aux municipalités par la loi de 1791 de taxer le pain n'a jamais été abrogée, que quantité de communes n'ont jamais cessé d'user de la taxation ; que, dans d'autres, on l'a rétablie tout récemment, et qu'à Lyon, la seule menace d'y recourir a obligé MM. les boulangers à modérer leurs vols ;

Considérant que le projet de boulangeries municipales, mis en avant par MM. Armingaud, Reygal, Hatta, Michelin et Maillard, n'est pour les exploités de la Bourgeoisie qu'un moyen d'échapper à cet abaissement du prix du pain ; parce que si la nourriture du peuple organisée spécialement s'imposera dans la période révolutionnaire, elle ne peut, dans la société capitaliste actuelle, que servir de thème à des discussions stériles et à réclames électorales ;

Considérant qu'au contraire la taxation est d'une application immédiate et d'effet général, ainsi que l'a bien compris le dernier congrès de la Boulangerie, qui, sous la présidence du député radical, M. Gatineau, s'est prononcé à l'unanimité pour l'abrogation de la loi de 1791.

Considérant que ce dernier fait suffirait à lui seul, vu l'extrême misère qui sévit dans la classe

ouvrière à imposer le rétablissement de la taxe du pain à un conseil municipal soucieux de ses devoirs ;

Le Conseil municipal de Paris est invité, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi de 1791, à rétablir sans délai la taxe du pain ;

Considérant que la taxation ne serait qu'une mesure insuffisante si l'intervention sociale ne devait s'étendre à la matière même du pain c'est-à-dire aux farines et au blé ; mais comme d'autre part, la loi de 1791 n'accorde pas aux municipalités le droit de mettre un frein à l'agio-tage auquel donne lieu le commerce du blé et des farines ;

Le Conseil municipal est invité à prendre une résolution tendant à obtenir des chambres une loi nouvelle complétant celle de 1791 et étendant aux blés et farines le régime de la taxe.

Pour la Fédération socialiste révolutionnaire Centre, du Parti ouvrier, et par ordre,

Le Secrétaire de l'agglomération.

A. LE TAILLEUR.

10 octobre 1884.

LYON-SOCIALISTE

est en vente à Paris

chez COURCHINOUX fils, rue Mouffetard, 67.

— DERVEAUX, rue d'Angoulême, 32.

— FAYET, rue du Temple, 113.

— JEANNESSON, rue Pastourelle, 37.

— MAGNIÈRE, rue Monge, 13.

— CHONMORU, place St Michel, 6.

— HENNET, rue Berthe, 25.

et au kiosque Roux, boulevard du Palais.

PARAITRONT dans notre prochain numéro : Deux lettres du citoyen **FOUILLANT**, détenu à la prison St Paul.

SOUSCRIPTION

Permanente

POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE

Reliquat par Perrin	» 25 ^c
Buzenal	» 25
Collecte	4.25
Cercle des collectivistes de la Guillotière. 5. »	
Un anti-patriote	» 20
Son fils	» 15
Un partisan de l'expropriation de la classe capitaliste	1.15
A reporter	8.25

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE SOCIALISTE

CHONMORU, Libraire, 6, place St Michel — PARIS

Livraison immédiate à domicile à raison de 50 centimes et 1 fr par semaine de tous les ouvrages et brochures ayant trait au socialisme, à l'histoire et à la littérature

en général :

J. GUESDE	La loi des salaires	» 30 ^c	H. BRISSAC	Résumé populaire du socialisme	» 20 ^c
	Le Collectivisme au Collège de France	» 20 ^c		Vive la République Européenne !	» 50 ^c
	Le Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants et ses articles	1 ^{fr} »	L. PEMJEAN	Le Socialisme expérimental	» 15 ^c
P. LAFARGUE	Le droit à la paresse	» 35 ^c		Plus de frontières	» 25 ^c
	Socialisme utopique et soc. scientifique	» 50 ^c	B. MALON	Histoire du socialisme, par séries à	» 50 ^c
	Cours d'économie sociale, brochures à	» 10 ^c		et par volumes, à différents prix	
G. DEVILLE	Le capital de Karl Marx, résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique. 3 ^{fr} »		E. GAUTIER	Le nouveau Parti, 2 vol. à	1 ^{fr} 50 ^c
	Cours d'économie sociale, brochures à	» 10 ^c		Le Darwinisme social	1 ^{fr} »

Etc., etc.,

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. — Pour la province, au comptant, contre mandat-poste à la charge du destinataire.

INSTITUTION MARET, rue Bodin, 3 LYON.

Le Gérant, L. PERRIN.

Lyon — Imp. Vacher, rue Champier, 1.

Report... 8.25^c
Listes précédentes... 15.60
A ce jour... 23.85

A UN ENDURCI

Nous publierons sous ce titre, Dimanche prochain, un remarquable article du citoyen **CHAMATTE**.

Le **COMPTE-RENDU** de l'importante réunion de Montluçon, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire, trouvera néanmoins, dans notre prochain numéro, une large compensation à cette impossibilité par la publication du magnifique discours qu'y a prononcé le citoyen **DORMOY**.

S'adresser au citoyen **VALLET**
rue Camille-Jordan, 2, pour la
2^{me} ÉDITION du
Procès des Anarchistes
devant la police correctionnelle et
la Cour d'Appel de Lyon
Ouvrage vendu 0^{fr} 50^c au lieu de 1^{fr} 25^c
Et chez tous les libraires.